



---

WORKING PAPER

COLLECTION : COHESION SOCIALE ET ECONOMIE SOCIALE

---

LE MOUVEMENT « SOLIDARNOŚĆ »,  
UNE HISTOIRE POLONAISE

THOMAS BOUVIER, JUIN 2008

Think Tank Européen *Pour la Solidarité*  
Rue Coenraets, 66 – B – 1060 Bruxelles  
Tél. : + 32 2 535 06 63 / Fax : +32 2 539 13 04  
Email : [info@pourolsolidarite.be](mailto:info@pourolsolidarite.be) / [www.pourolsolidarite.be](http://www.pourolsolidarite.be)



Avec le soutien de la Direction générale de la Culture – Service général de la Jeunesse et de l'Éducation permanente – Service de l'Éducation permanente du Ministère de la **Communauté française de Belgique**

Le Think tank européen **Pour la Solidarité** (asbl) – association au service de la cohésion sociale et d'un modèle économique européen solidaire – travaille à la promotion de la solidarité, des valeurs éthiques et démocratiques sous toutes leurs formes et à lier des alliances durables entre les représentants européens des cinq familles d'acteurs socio-économiques.

À travers des projets concrets, il s'agit de mettre en relation les chercheurs universitaires et les mouvements associatifs avec les pouvoirs publics, les entreprises et les acteurs sociaux afin de relever les nombreux défis émergents et contribuer à la construction d'une Europe solidaire et porteuse de cohésion sociale.

Parmi ses activités actuelles, **Pour la Solidarité** initie et assure le suivi d'une série de projets européens et belges ; développe des réseaux de compétence, suscite et assure la réalisation et la diffusion d'études socioéconomiques ; la création d'observatoires ; l'organisation de colloques, de séminaires et de rencontres thématiques ; l'élaboration de recommandations auprès des décideurs économiques, sociaux et politiques.

**Pour la Solidarité** organise ses activités autour de différents pôles de recherche, d'études et d'actions : la citoyenneté et la démocratie participative, le développement durable et territorial et la cohésion sociale et économique, notamment l'économie sociale.

Think tank européen **Pour la Solidarité**

Rue Coenraets, 66 à 1060 Bruxelles

Tél. : +32.2.535.06.63 – Fax : +32.2.539.13.04

[info@pourlasolidarite.be](mailto:info@pourlasolidarite.be)

[www.pourlasolidarite.be](http://www.pourlasolidarite.be)

## **Les Cahiers de la Solidarité**

Collection dirigée par **Denis Stokkink**

*Europe, énergie et économie sociale*, Série Développement durable et ville, n°15, 2008

*Décrochage scolaire, comprendre pour agir*, Série Cohésion sociale et économie sociale, n°14, 2007.

Séverine Karko, *Femmes et Villes : que fait l'Europe ? Bilan et perspectives*, Série Développement durable territorial et politique de la ville, n°12, 2007.

Sophie Heine, *Modèle social européen, de l'équilibre aux déséquilibres*, Série Cohésion sociale et économie sociale, n°11, 2007.

*La diversité dans tous ses états*, Série Cohésion sociale et économie sociale, n°10, 2007.

Francesca Petrella et Julien Harquel, *Libéralisation des services et secteur associatif*, Série Cohésion sociale et économie sociale, n°9, 2007

Annick Decourt et Fanny Gleize, *Démocratie participative en Europe. Guide de bonnes pratiques*, Série Citoyenneté et démocratie participative, n°8, 2006.

Éric Vidot, *La Reprise d'entreprises en coopératives : une solution aux problèmes de mutations industrielles ?*, Série Cohésion sociale et économie sociale, n°7, 2006.

Anne Plasman, *Indicateurs de richesse sociale en Région bruxelloise*, Série Cohésion sociale et économie sociale, n°6, 2006.

Sarah Van Doosselaere, *Démocratie participative, dialogues civil et social dans le cadre du modèle social européen. Une description générale des concepts*, Série Citoyenneté et démocratie participative, n°5, 2004.

Anne Plasman, *Calcul des indicateurs de richesse économique et de solidarité en Belgique*, Série Cohésion sociale et économie sociale, n°4, 2004.

*Entreprenariat collectif et création d'entreprises dans un cadre d'économie sociale*, Série Cohésion sociale et économie sociale, n°3, 2004.

*Relevé, analyse, évaluation et recommandations en matière d'expériences innovantes de partenariats entre entreprises privées, syndicats et/ou ONG dans la lutte contre les discriminations et en matière d'intégration des populations immigrées*, Série Cohésion sociale et économie sociale, n°2, 2004.

Anne Plasman, Dimitri Verdonck, *La Politique de cohabitation-intégration à Bruxelles*, Série Citoyenneté et démocratie participative, n°1, 2004.

«Celui qui tend la main pour arrêter la roue de l'Histoire se fait écraser les doigts»

Lech Wałęsa, leader du mouvement Solidarność

## Introduction

« *Chaque jour je prie pour vous, là-bas à Rome et où que je sois, chaque jour je prie pour ma Mère Patrie et pour mes compatriotes. Je prie particulièrement pour l'action du grand mouvement de Solidarność* »<sup>1</sup>. Le Pape Jean-Paul II prononce ces mots le 13 juin 1987, au cours de son troisième voyage en Pologne en moins d'une décennie. L'alliance de la Nation et de l'Église : un condensé de l'histoire polonaise. Elle a fait tenir la Pologne malgré les partages successifs. Elle a aussi contribué à renverser quarante ans de régime communiste, en participant à la percée de Solidarność, mouvement social le plus massif de l'histoire des démocraties populaires.

Plus concrètement, comment a éclot ce mouvement ? Comment a-t-il réussi à perdurer ? Est-ce un mouvement spontané ? Est-ce seulement la Nation alliée à l'Église qui a renversé un édifice aussi solide, ayant maté bien des rebellions par le passé ?

Comme l'expliquera notre analyse, le mouvement ne jaillit pas subitement en 1980 ; ses racines sont plus profondes, diverses et marquées par la relation particulière au communisme dans ce pays. Une étude sommaire de Solidarność confortera ce point de vue, et permettra d'identifier des jalons qui aident à la compréhension de la décommunisation du dialogue social et sa marche difficile vers le « modèle européen ».

Sans être déterministe, l'analyse montrera le poids de l'histoire et de la culture, et tentera de décloisonner l'étude d'un pays comme la Pologne de ce cadre communément admis « d'Europe de l'Est ». L'examen de l'histoire du dialogue social en Pologne sous le régime communiste permet de singulariser la trajectoire polonaise, qui trouve son acmé dans le mouvement « Solidarité ».

---

1 [http://www.fsa.ulaval.ca/personnel/vernag/syndicat/Philippe\\_Pologne.htm](http://www.fsa.ulaval.ca/personnel/vernag/syndicat/Philippe_Pologne.htm)

## 1. La Pologne : une histoire singulière du communisme

Le communisme a connu en Pologne une trajectoire tout à fait originale (a), qui s'achemine graduellement vers une rupture au tournant des années 1980 (b).

### a. les spécificités du communisme polonais

Staline aurait dit que le socialisme allait aux polonais comme une selle à un cochon. Au-delà de l'image provocatrice, la formule permet d'évoquer la relation spéciale que la Pologne a entretenue avec le socialisme réel.

Bien entendu, la Pologne de la seconde moitié du XXe siècle présentait des caractéristiques communes à l'ensemble des démocraties populaires : elle fonctionnait sous la domination du parti communiste (PZPR), des syndicats dominés par l'idéologie communiste officiaient comme « courroie de transmission » entre le parti communiste et le peuple, et un système d'économie planifiée centralisée était en place, ainsi qu'une marche vers la collectivisation, notamment agricole.

Même parmi ces éléments communs, des nuances fortes caractérisent le modèle polonais. Contrairement à une opinion généralement répandue, la Pologne n'a pas eu de régime de parti unique. Si plusieurs démocraties populaires ont entretenu un pluralisme formel, le parti paysan polonais a pour sa part bénéficié d'une relative autonomie. Comme le démontre le politologue Frédéric Zalewski, « *ces relations de pouvoir ménageaient un espace de compétition et de coopération particulier, au sein duquel le ZSL [nb : le parti paysan] pouvait s'approprier des ressources politiques définies comme légitimes* »<sup>2</sup>. Le parti pouvait s'appuyer sur une population majoritairement rurale.

Hormis le fait paysan, c'est surtout la présence forte de l'Église catholique qui contribue à distancier la Pologne des pays frères. Pendant toute la période

---

<sup>2</sup> Zalewski Frédéric, L'improbable autonomisation d'un « parti satellite ». Réflexions sur les rapports de pouvoir entre le ZSL et le PZPR dans la Pologne communiste (1949-1989), *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine* 2002- 2 (no49-2), page 78 à 101.

communiste, elle a agi comme le ciment de l'identité nationale et comme l'institution de résistance au pouvoir. Régulièrement, de grands rassemblements religieux se tenaient dans les lieux saints, comme à Częstochowa, la Lourdes polonaise, réunissant des centaines de milliers de fidèles. Il faut voir derrière l'évènement religieux une signification politique. Comme il faut voir un message aux Polonais derrière les premiers mots du cardinal Karol Wojtyła, élu pape en 1978 : « *N'ayez pas peur ! [...] Ouvrez les frontières des États, les systèmes économiques et politiques [...]* »<sup>3</sup>. Il effectue l'année suivante un voyage retentissant sur ses terres natales : un quart de la population assiste à ses discours.

En portant l'identité nationale, le catholicisme entretient un trait essentiel du peuple polonais. Agressés par de nombreuses grandes puissances depuis plusieurs siècles, nostalgiques du grand royaume de Pologne-Lituanie bâti au XVe siècle, les Polonais nourrissent un patriotisme fort, qui a permis à la Nation de ne jamais sombrer, malgré les épisodes historiques douloureux.

Le régime communiste au pouvoir se devait de composer avec ces particularités pour asseoir sa légitimité. Au sein même du parti, des tensions s'installent entre les staliniens et les partisans d'un communisme polonais national. La tendance nationale-communiste parvient même à placer son leader, Gomułka, dans le siège de premier secrétaire en 1956. Face au fait paysan, le rythme de collectivisation des terres est bien plus lent que dans les autres démocraties populaires. En 1956, les exploitations sont même largement privatisées. En outre, le pouvoir n'hésite pas à jouer la corde populiste, lançant des chasses aux juifs quand cela lui est utile pour détourner l'attention d'une population au fond antisémite prononcé. Dans la même teneur, Gomułka agite la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse par l'Allemagne de l'Ouest en 1970 pour masquer les difficultés économiques.

---

3 Cité dans un article de *Témoignage chrétien*  
[<http://www.temoignagechretien.fr/journal/article.php?categ=Croire&num=3151>]

## b. Vers l'unité des contestations et la rupture

Il est des épisodes d'agitation sociale où le parti ne parvient pas à calmer les ardeurs de la population, et doit céder. Les émeutes à Poznań de 1956 conduisent à l'octroi d'une certaine autonomie de gestion aux entreprises, par le biais de conseils ouvriers. Bien entendu, ces épisodes houleux rythment l'ensemble des démocraties populaires. En Hongrie, par exemple, l'agitation est fréquente. En revanche, dans le rythme, dans l'intensité, mais surtout dans la résolution des crises, le cas polonais est tout à fait singulier. Contrairement à la Hongrie ou à la République Tchèque, pays qui se rapprochent le plus de la Pologne, les troupes soviétiques ne sont jamais venu mater les rébellions. Malgré des pressions de la part de Moscou, notamment en 1956, les problèmes nationaux ont toujours connu un traitement interne.

À de nombreuses reprises, les ouvriers de la grande industrie se rebellent. À l'origine, les revendications ne sont pas toujours, voire minoritairement, politiques. Elles se nourrissent de la morosité économique grandissante. Au reste, la montée d'une résistance politique active au régime, dans les années 1960 puis 1970, consolide les mouvements sociaux. Leur répression sévère joue un effet amplificateur. Elle achève de grever le crédit des autorités.

Certains dans le parti n'y sont pas insensibles. L'agitation le gagne aussi. La publication d'une lettre ouverte au parti de la part de Kuroń et de Modzelewski en 1965 vaut à ces deux jeunes militants un séjour en prison. Ladite lettre sera brandie par les étudiants polonais en mars 1968. La résolution des événements pragois de 1968, à laquelle l'armée polonaise du peuple participe, vaut des discussions houleuses aux instances dirigeantes du pays, tandis que l'intelligentsia rompt avec le communisme. Les débats se font de plus en plus agités à mesure que croît la crise économique dans les années 1970 et que l'agitation ouvrière s'intensifie. Au fond, les débats au sein du parti trouvent pour une part leur source dans les troubles de la société, qui à leurs tours sont alimentés par les hésitations venues d'en haut.

Le terreau est fertile pour une rupture. Elle intervient en plusieurs temps. La répression des émeutes ouvrières de Radom et d'Ursus de 1976 voit la création d'un comité de défense des ouvriers (KOR) de la part d'intellectuels



communistes, dont Adam Michnik. Le mouvement social ouvrier et le mouvement politique intellectuel, après des années de chassé-croisé, commencent à unir leurs forces. L'élection du Pape en 1978, suivie de sa tournée triomphale en Pologne l'année suivant, intègre le troisième élément dans le jeu, le mouvement religieux. L'unification des milieux intellectuels, de l'Église catholique et de la classe ouvrière est en marche.

Si l'on brosse à grands traits cette fresque historique complexe, la Pologne serait comme un terrain, sédimenté par les particularités du communisme national, sur lequel s'accumule un terreau de difficultés économiques, qui fait croître la plante de l'agitation sociale, aidée dans son développement par la main fertile d'un régime faisant fesse à ses contradictions politiques internes.

L'année 1980 fournit le climat idéal pour l'éclosion de la contestation. Une dizaine d'années plus tôt, Gierek, le premier secrétaire du « renouveau », se propose d'aller chercher des crédits à l'Ouest pour améliorer le sort de la population. La crise économique internationale condamne cette politique. Dès 1975, le pays connaît une dépression. En juillet 1980, alors que l'endettement atteint les 15 milliards de dollars, le gouvernement Gierek décide d'augmenter les prix tout en freinant l'inflation salariale. La réaction ne se fait pas attendre. Une vague d'occupation d'usines est lancée.

## Les grandes figures de Solidarność

**Jacek Kuroń** : initiateur d'une critique marxiste du communisme polonais dans les années 1960, il est considéré comme l'un des pères fondateurs de Solidarność, avec Karol Modzelewski, aux côtés de qui il signe une « lettre ouverte au parti ouvrier polonais » en 1965. Il fonde le comité de défense des ouvriers avec Adam Michnik en 1977.

**Adam Michnik** : co-fondateur du comité de défense des ouvriers, il s'oppose avec véhémence à la politique du parti dès l'université. Il est rapidement remarqué par les opposants au régime, en particulier Kuroń, pour sa verve et sa vive intelligence. Il s'affirme ensuite comme un des piliers de Solidarność, dont il tient les publications clandestines. Il fait également parti des discussions de la table ronde en 1989.

**Anna Walentynowicz** : animatrice de nombreuses associations ouvrières considérées comme subversives par le régime, son licenciement des chantiers navals de Gdańsk en août 1980 lance les grèves qui aboutissent à la création de Solidarność. Elle est co-fondatrice du mouvement au côté de Lech Wałęsa. Elle le quitte dans les années 1980, critiquant la direction.

**Lech Wałęsa** : en prenant la tête de Solidarność, il acquiert une grande dimension aux yeux de l'opinion internationale. Il en vient à incarner l'image de la Pologne libre et démocratique. Il est du reste élu Président de la République polonaise lors des élections libres de 1990.

## Les dates clés de Solidarność

**1956** : révoltes ouvrières de Poznań, qui conduisent à la restauration de conseils ouvriers dans les usines.

**1965** : lettre ouverte au parti ouvrier polonais de Kuroń et Modzelewski, critique marxiste du régime.

**1968** : révolte étudiante suivie d'une grande campagne antisémite pour briser l'élan de la contestation.

**1970** : grèves réprimées dans le sang à Gdańsk.

**1976-1977** : répression des révoltes ouvrières de Radom et Ursus qui entraînent la création d'un comité de défense des ouvriers (KOR) de la part d'intellectuels polonais.

**1978-1979** : élection du pape polonais Jean-Paul II, suivi d'un voyage triomphal dans son pays natal.

**Août 1980** : grèves du chantier naval de Gdańsk. Elles conduisent au lancement du mouvement Solidarność et des comités interentreprises, qui se propagent dans tout le pays.

**31 août 1980** : accord officiel autorisant la création de syndicats libres.

**13 décembre 1981** : proclamation de la loi martiale par le général Jaruzelski.

**22 juillet 1983** : annulation de la loi martiale

**5 avril 1989** : accords de la table ronde autorisant la tenue d'élections semi-libres.

## **2. Solidarność, plus qu'un mouvement social**

Le mouvement « Solidarność », profitant de plusieurs décennies de troubles, de contestation, d'amertume, enflamme la Pologne de manière inextinguible. Les communistes ont beau s'accrocher au pouvoir pendant dix ans, ils ne résistent pas à un coup de force légitime (a), qui reste une affaire polonaise (b), et accélère la marche vers la décommunisation (c).

### a. un coup de force légitime

Les braises prennent au bord de la Baltique, à Gdańsk, ville des grands chantiers navals et foyer d'agitation sociale. En décembre 1970 déjà, une grève locale, achevée dans le sang, s'était propagée. Elle avait marquée l'avènement de la contestation ouvrière organisée. En juillet 1980, près de cent soixante-dix-sept grèves éclatent dans toute la Pologne pour dénoncer les choix économiques de Gierek. Elles restent éphémères, sauf... à Gdańsk.

Le jeudi 14 août, une nouvelle grève est lancée au chantier naval Lénine, fort de 16 000 ouvriers, pour protester contre le licenciement d'une ouvrière au motif d'activités illégales. Elle prend une tournure particulière. Dès le début, des revendications politiques sont avancées. En outre, elle s'étend rapidement sur toute la côte. Le gouvernement ne s'y trompe pas en décidant de négocier rapidement, et de reculer sur l'essentiel. Les grévistes s'apprêtent à quitter le lieu de rassemblement avec un sentiment de victoire. Jusqu'à ce que la fameuse ouvrière licenciée, Anna Walentynowicz, accuse les leaders de grève d'avoir livré les autres entreprises, non concernées par l'accord, en pâture au régime. Elle appelle à poursuivre le mouvement. Dans un moment critique, les leaders tergiversent puis se rangent à ses côtés, contre l'avis de Lech Wałęsa. Il doit s'incliner. L'électricien, licencié des chantiers quelques années auparavant, lance alors à la foule : « nous continuerons la grève, par solidarité ! ».

La solidarité prend corps dans un comité de grève interentreprises, qui rassemble à ses débuts les représentants d'une vingtaine d'entreprises de toute la région de

Gdańsk. Comme l'ont bien compris les autorités, plus qu'un mouvement social, Solidarność s'avère un mouvement politique, bien qu'il se garde de l'afficher. Il exige en priorité la création de syndicats libres et la libération des prisonniers politiques. Malgré les réticences de la hiérarchie de l'Église, qui a peur de s'aliéner les communistes, les leaders vont chercher un surcroît de cohésion et de légitimité dans la foi. Une messe est célébrée, avec l'aval du prêtre local, le dimanche 17 août dans le chantier Lénine. Le pari est gagné. Le lendemain, les ouvriers qui s'apprêtent à reprendre le travail se joignent aux grévistes. Déterminées, les autorités communistes tentent de provoquer une rupture entre les grévistes, et utilisent un arsenal d'intimidations. Des intellectuels montent alors au créneau, appelant à ne pas diviser la population, puis rejoignent Gdańsk.

Le curé, l'ouvrier et l'intellectuel tirant dans la même direction, tous les ingrédients sont réunis pour que la résistance s'affirme. Les grèves se multiplient dans le pays et le comité interentreprises grossit de jours en jours : 250 entreprises représentées le 19 août, 350 le 21, plus de 500 le 27. Le mouvement échappe à ses initiateurs, qui craignent l'emploi de la force s'il se développait davantage. Mais la révolte a trop pris pour que le régime puisse la briser. Après s'être essayé à différentes manœuvres, il doit s'avouer vaincu. Le 31 août, un accord est signé entre le pouvoir et les leaders syndicaux. Pour la première fois dans l'histoire d'un régime socialiste, un document officiel donne aux ouvriers le droit de s'organiser librement en syndicats en dehors du contrôle du parti. Le lendemain, le syndicat Solidarność est né. Quelques mois plus tard, avec l'aval de l'Église, Wałęsa s'en fait élire président par les militants.

#### b. une affaire polonaise

L'Église et les leaders de Solidarność redoutaient une intervention armée du gouvernement, voire de l'URSS. Elle n'est pas venue. Plusieurs raisons l'expliquent.

De manière habile, Solidarność ne se présente pas comme un mouvement qui s'oppose frontalement au monopole du pouvoir politique. L'expérience hongroise de 1956 a montré combien cela est voué à l'échec. Un dialogue débouchant sur

des négociations est établi entre le gouvernement et les leaders du mouvement. Ces derniers revendiquent l'autonomie de la sphère sociale par rapport au pouvoir politique, par le biais de syndicats libres. Nulle intention déclarée de changer la nature du régime, voire de le renverser. D'ailleurs, Solidarność ne s'est pas imposé par les armes, mais par le dialogue ; preuve que les revendications s'inscrivent dans le cadre du régime.

Du côté du pouvoir, ce sont les bases extrêmement solides et larges du mouvement social (10 millions de personnes soutiennent Solidarność à la fin de 1980) qui rendent difficiles une résolution par la force. En gagnant le rapport de force de la rue par des répertoires d'action inédits – l'occupation pacifique, la messe – et en s'assurant le concours de deux des composantes essentielles de la Nation polonaise, le curé et l'intellectuel, Solidarność oblige le pouvoir communiste à poursuivre l'affrontement autour de la table des négociations. Le gouvernement est seul. Pas même la paysannerie, restée initialement à l'écart car peu concernée par la crise économique, ne le soutient. Elle a toujours été méfiante à l'égard de l'État communiste et ses velléités de collectivisation des terres. De surcroît, une partie d'entre elle se joint au mouvement en décembre avec la création de « Wiesjka Solidarność » (Solidarité rurale). On peut mesurer l'importance des tendances lourdes de la société polonaise, mais aussi des événements de la fin des années 1970, qui ont fait converger l'ensemble. La solidarité est née de l'unité.

Malgré tout, la victoire du 31 août 1980 situe davantage la Pologne à la croisée des chemins qu'au début de la fin du communisme. Si les chars russes n'ont pas écrasé la rébellion, c'est aussi que le pouvoir en place a réussi à convaincre Moscou qu'il restait maître de la situation. Le successeur d'un Gierek démissionnaire, Stanisław Kania, promet à Brejnev la « normalisation ». On peut y voir les effets d'une culture nationale du communisme, présente chez une partie substantielle de la classe dirigeante, comme nous l'évoquions dans la première partie. Le général Jaruzelski, nommé premier ministre en février 1981, procède pour partie de ce mouvement. S'il n'est pas un partisan du renouveau, il n'est pas non plus pourfendeur de la Nation polonaise, bien au contraire. Mais Moscou fait régulièrement part de son inquiétude au cours de l'année 1981, devant la popularité grandissante du mouvement. La proclamation de l'état de

guerre en décembre a semblé-t-il éviter une intervention des forces du pacte de Varsovie, massées aux frontières.

Au fond, Solidarność procède d'une double originalité pour une démocratie populaire. D'une part, c'est un mouvement social qui a résisté à l'appel des armes et à la contestation politique, en s'orientant sur le terrain du dialogue social, tout en gardant un fond politique. D'autre part, il a connu un traitement exclusivement interne, comme cela avait déjà été le cas en 1956. Définitivement, Solidarność singularise la Pologne communiste, par rapport au reste du bloc de l'Est, mouvement déjà entamé de longue date, et par rapport à son propre passé, en parvenant cette fois-ci à durer.

### c. un vecteur de décommunisation

La proclamation de l'État de guerre indique que rien n'est joué. Wałęsa ainsi que les principaux dirigeants de l'opposition sont emprisonnés. Les syndicats sont suspendus, les grèves interdites et l'armée prend possession des usines. La population ne bascule pas dans la lutte, suivant les appels au calme de l'épiscopat. Ce n'est que provisoire. L'Église ne peut contenir une nouvelle poussée de l'agitation due à des conditions économiques de moins en moins supportables. En retour, le gouvernement tape plus fort. Le syndicat Solidarność, après avoir bataillé ferme pour sa reconnaissance, est officiellement interdit en octobre 1982. Immédiatement, éclatent partout en Pologne de violentes manifestations. Cette fois-ci, elles visent directement le régime communiste. Un nouveau degré dans le rapport de force est franchi.

Au-delà de l'intensité, la partition de 1980 semble être jouée une deuxième fois. Le régime se fait plus dur, mais le syndicat tient dans la clandestinité. La population continue de résister massivement derrière lui. Le gouvernement se voit obligé de lâcher du lest. Il autorise un deuxième voyage du Pape en juin 1983, qui tourne à la démonstration de force et d'unité. L'alliance de l'Église et de la Nation emporte une nouvelle partie sur le régime. L'État de guerre est supprimé, puis progressivement Solidarność est réhabilité, jusqu'à sa légalisation en avril 1989.

Du changement social de 1980, la Pologne bascule neuf ans plus tard dans le changement politique. Le 5 avril 1989, avec l'aval de Gorbatchev, le général Jaruzelski et les dirigeants de Solidarnosc signent les accords de la "Table Ronde". Pour la première fois depuis 1946, des élections semi-libres sont organisées en Europe de l'Est. 35 % des sièges au parlement font l'objet d'une compétition électorale démocratique, dans ce qui devait être une transition contrôlée. Dans les faits, les élections de juin 1989 se révèlent une énième démonstration du désaveu des Polonais pour le régime en place. Ironie de l'histoire, c'est par un score stalinien que Solidarność remporte les élections. 99 % des sièges librement attribués sont gagnés par les candidats portant ses couleurs, tandis que les partis satellites abandonnent leur alliance avec les communistes.

Les accords de la Table Ronde doivent nous intéresser à un autre titre. Ils représentent à bien des égards un laboratoire de dialogue social pour les années à venir. On y retrouve en effet de jeunes communistes face aux dirigeants de Solidarność. Par la suite, l'ensemble de ces négociateurs se retrouveront dans des organisations syndicales concurrentes. Ils préfigurent le paysage social polonais des années 1990.

Comme l'indiquait notre titre, Solidarność s'avère bien plus qu'un mouvement social. Dans son projet, il s'organise autour de trois axes de lutte : la lutte sociale mais aussi la lutte politique et la lutte pour la souveraineté nationale, qui visent toutes trois à émanciper la Pologne du régime communiste. Dans sa nature, il est œcuménique : catholiques, ouvriers, paysans, intellectuels, anti-communistes comme marxistes déçus par le socialisme réel composent le mouvement. In fine, Solidarność rassemble un panel large de la société polonaise contre un ennemi commun. Dès l'ennemi vaincu, ce mouvement trop hétéroclite ne peut qu'imploser.

## Conclusion

Le coup de force de Solidarność influence les autres forces de contestation, en Tchécoslovaquie, Hongrie, Bulgarie, etc. sans que jamais ces pays ne donnent de signe d'inquiétude au « grand frère » russe. D'ailleurs, la transition dans ces pays se fera de manière plus abrupte. C'est que le frère polonais n'est pas un pays communiste comme les autres. L'encrage de l'Église et du sentiment national ont joué comme facteur explosif du mouvement, alliés à l'étincelle de la crise économique. N'oublions pas non plus le rôle déterminant des dirigeants communistes polonais, qui ont traité cette affaire en interne. Qu'aurait eu pour conséquences une intervention soviétique ? On ne peut le prédire avec certitude.

Il n'empêche, Solidarność marque un tournant ; autant dans l'histoire européenne que dans l'histoire du pays, au sein de laquelle le mouvement puise largement. La page d'histoire qu'il a écrite sédimente des clivages qui vont structurer le dialogue social polonais des années 1990 et 2000, renforçant la singularité du pays, déjà criante en un temps où il se murmurait à Moscou que le communisme allait à la Pologne comme une selle à un cochon.

### Pour en savoir plus :

Bülher Pierre, *Histoire de la Pologne communiste : Autopsie d'une imposture*, Karthala : Paris, décembre 1997.

Fejtö François, *Histoire des démocraties populaires, tome 2*, coll. Points histoire, Seuil : Paris, janvier 1992.

Philippe Frédéric, Syndicat indépendant et autonome Solidarność, Université Laval (Canada),  
[[http://www.fsa.ulaval.ca/personnel/vernag/syndicat/Philippe\\_Pologne.htm](http://www.fsa.ulaval.ca/personnel/vernag/syndicat/Philippe_Pologne.htm)]

Zalewski Frédéric, L'improbable autonomisation d'un « parti satellite », Réflexions sur les rapports de pouvoir entre le ZSL et le PZPR dans la Pologne communiste ( 1949-1989), *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 2002 (no49-2), page 78 à 101.